

Communiqué des organisations CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNEF et UNSA de la Somme

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNEF, UNSA en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Ces choix provoquent des conséquences dramatiques dans le département de la Somme. Les services publics subissent de plein fouet la baisse des moyens et des suppressions de postes tandis que des menaces de fermetures d'entreprises (ALCAN à Ham, Goodyear à Amiens, Trocmé-Vallart International à Le Ronsoy) affaiblirait le potentiel industriel de notre département.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles condamnent toutes les atteintes aux droits syndicaux et exigent le respect des représentants des salariés.

Dans le cadre de la journée nationale d'action interprofessionnelle du **mardi 11 octobre 2011** elles appellent les salariés du privé et public à participer aux rassemblements à :

Amiens ZI : 10 h 30 devant le site de Goodyear
Roye : 10 h 30
Friville-Escarbotin : 15 H 30 Place Jean Jaurès

Abbeville : 17 h 00 Place Hôtel de Ville
Ham : 17 h 00 Place du château
Doullens : 18 h 00 Place de l'Hôtel de Ville

Amiens, le 3 octobre 2011